

LE COUP DE TRAFALGAR

Hubert Falco a quitté hier Les Républicains Muselier se confie : « Il ne faut jamais humilier les gens »

Falco: « Il va rester que des

Hubert Falco a quitté hier Les Républicains, après que le président des LR, Christian Jacob, l'a traité de « malfaisant » lors d'un conseil stratégique, mardi.

« C'est un parti qui se rétrécit » estime le maire de Toulon qui pourrait être imité par d'autres ténors dans le Sud.

Il reste toutefois fidèle à Renaud Muselier, qu'il soutient.

n devait parler « campagne d'Égypte » ou « campagne d'Italie ». Mais finalement, la campagne des Régionales a tout emporté sur son passage. 14 h 30, hier après-midi. Dans un centre ancien de Toulon quasi désertique, un attroupement intrigue. Devant la Galerie des Musées, rue Pierre-Sémard, une dizaine de journalistes fait le pied de grue. Les services culturels de la ville n'en espéraient sans doute pas tant pour la présentation par le maire d'une exposition consacrée à Bonaparte

Mais hier, les soubresauts de la droite ont pris le pas sur la grande Histoire et les exploits du jeune capitaine devenu général de brigade au terme du siège de Toulon sont passés au second plan. Il faut dire que la première sortie publique d'Hubert Falco depuis l'annonce, en fin de matinée, de sa démission du parti Les Républicains était attendue. D'autant que le président de Région Renaud Muselier était annoncé à ses côtés.

14 h 50, les deux hommes déboulent dans le quartier des arts, flanqués de quelques fidèles « gro-

gnards », les conseillers régionaux sortants François De Canson, Yannick Chenévard, Claude Alemagna et Philippe Vitel. un parti qui se rétrécit... Il y a un tas de mes amis qui l'ont quitté : Jean-Pierre Raffarin, Edouard Philippe, Bruno Le Maire, Gérald Darmanin,

La délégation arrive finalement devant la petite galerie d'art et Hubert Falco s'engouffre à l'intérieur pour découvrir les œuvres du plasticien Jean Gaudaire-Thor. Mais Renaud Muselier est « débordé » par les micros et caméras. Illico le maire de Toulon tourne les talons et se place à son tour devant les journalistes. Avec l'intention manifeste de mettre les choses au point.

« Je ne suis pas vexé, je suis blessé »

« Oui, j'ai démissionné, éructe Hubert Falco. Le président de mon parti a dit que j'étais un malfaisant. À partir de ce moment-là, je n'ai plus rien à faire dans ce parti. Je ne suis pas vexé, je suis blessé. Mais ça ne m'empêchera pas de soutenir Renaud Muselier. »

Si cette démission surprise fait l'effet d'un coup de Trafalgar pour le parti de droite, elle n'est pas le fruit d'un coup de tête à en croire le maire de Toulon. Plutôt l'aboutissement d'un long désamour. « C'est

un parti qui se rétrécit... Il y a un tas de mes amis qui l'ont quitté: Jean-Pierre Raffarin, Edouard Philippe, Bruno Le Maire, Gérald Darmanin, Xavier Bertrand, Valérie Pécresse... Qu'est-ce qu'il va rester dans ce parti? Des gens sectaires? Je suis malheureux pour mon parti, qui perd des femmes et des hommes. On a à peine 200 militants inscrits aujourd'hui à Toulon, dans une ville de 160 000 habitants! Cette direction jacobine va devoir se poser des questions.»

À ses côtés, Renaud Muselier ne laisse rien paraître derrière son masque siglé « région Sud ». Invité à son tour à s'exprimer, le président de Paca tente d'esquiver les questions trop directes. Préférant saluer le travail d'Hubert Falco à Toulon que d'évoquer sa démission de son parti, il décoche toutefois un tacle à Christian Jacob. « Quand on veut additionner, on ne blesse pas », regrette le Marseillais, qui voudrait surtout sortir de la zone de turbulences dans laquelle il se trouve depuis dimanche.

CHRISTOPHE GAIGNEBET cgaignebet@nicematin.fr



Les réactions

François de Canson, conseiller régional LR

« Tout le monde est tendu, il a voulu désamorcer la pression. Il est à nos côtés, il devrait être le dernier de la liste et je serai le premier. Les élections ont démarré, tout le monde est conscient que notre bilan est bon et le dit. On est dans une élection régionale pas nationale, recentrons-nous avec nos équipes. »

Marc Giraud, président du Conseil départemental LR

« J'aimerais lui adresser un message d'amitié. Je sais comme cette décision a dû être difficile. Son constant et magnifique travail pour Toulon, la Métropole TPM, le Var a toujours honoré sa famille politique. Je suis heureux pour lui qu'il soit redevenu aujourd'hui libre. La liberté est l'une des nombreuses valeurs que nous partageons. »

Jean-Louis Masson, président LR du Var

« Je n'ai pas à commenter la décision d'Hubert Falco, il fait un choix qui est le sien, je ne le juge pas, je le respecte. On a construit TPM, on travaille au quotidien côte à côte sur TPM depuis 20 ans. Ça ne change rien, on soutient le même candidat la même liste aux régionales qui a son bilan et un projet défini. Y aura-t-il une différence dans l'avenir à la présidentielle, on n'y est pas encore. »

Christian Jacob, président LR

« C'est toujours dommage de démissionner, mais ça a le mérite de clarifier les choses. »

Jean-Pierre Giran, maire LR de Hyères

« Je respecte la décision d'Hubert Falco. Je sais qu'il restera membre de notre famille politique au-delà des intitulés de parti. Notre unité d'action au niveau de la Métropole ne souffrira pas de ces péripéties ».

L'histoire d'un coup de foudre

Un coup de foudre peut survenir en quelques minutes, on le sait. En un quart d'heure, en l'occurrence, pour celui-ci. C'était par une belle journée ensoleillée, dans la langueur estivale. Ce 4 août 2020, le chef de l'État est en visite à Toulon. Il propose à Hubert Falco de déjeuner avec lui. Ce sera à l'ombre des parasols, sur la place de la Liberté chérit par les Toulonnais. « Au bout d'un quart d'heure, je n'avais plus le Président en face de moi, mais un jeune homme brillant qui a parlé de la France. On a parlé de lui. On a parlé des problèmes que peut rencontrer le chef de l'État. On a parlé librement » déclarait quelques mois plus tard dans nos colonnes le maire de Toulon, également président de la Métropole Toulon Provence Méditerrannée et des maires du Var. Toujours sous le charme, visiblement, en cette fin d'année. « Ca m'a permis de le découvrir. C'est un homme intelligent, j'ai apprécié cette simplicité. » Nous révélant également être en contact



Emmanuel Macron et Hubert Falco à Toulon, le 4 août 2020. (Photo Valérie Le Parc)

étroit avec Emmanuel Macron, par téléphone, *via* des textos. La *love story* n'était pas qu'un amour de vacances

« Je suis un modéré »

« Vous savez le Président est quelqu'un qui ne dort pas beaucoup... Et moi je ne dors pas beaucoup non plus. Oui, il y a des échanges. Mais je fais bien la différence entre le Président et La République en Marche. Là-dessus, j'ai été clair avec lui. Après le cataclysme de la droite en 2017, il y a eu cette formation qui, reconnaissons-le, regroupe des gens très différents. Je connais des personnes qui sont beaucoup plus à droite que moi et qui étaient au parlement avec moi, et je connais des gens très à gauche, qui font partie d'En Marche. Vous savez, je suis un modéré » indiquait-il. Comme une prémonition face au séisme qui secoue Les Républicains aujourd'hui.

Tête-à-tête à l'Élysée

Et l'idylle amicale se poursuit ce printemps, Le mois dernier, Emmanuel Macron a de nouveau convié Hubert Falco à déjeuner. À l'Élysée, cette fois. Un long tête à tête, sans conseiller. Nos confrères du Figaro évoquaient alors dans un article daté du 15 avril, « l'occasion de parler politique dans la perspective de la prochaine présidentielle et d'une volonté de continuer à fracturer la droite et rallier de nouveaux élus à la majorité présidentielle. (...) Emmanuel Macron accorde une place toute particulière au maire de Toulon qu'il appelle régulièrement. » Prophétique, là aussi.

S'il semble très peu probable qu'Hubert Falco rejoigne les rangs de LREM, celui qui s'est toujours présenté aux élections municipales « sans étiquette » – et qui n'a jamais caché ses liens amicaux, depuis ce fameux 4 août, avec le Président – pourrait-il, en « homme libre », sauter le pas et déclarer sa flamme à Emmanuel Macron... dès le premier tour (1) de la présidentielle en 2022 ?

S. MAYOL

 Dans son interview, Hubert Falco indiqualt avoir voté Macron au deuxième tour de la présidentielle de 2017.

gens sectaires » chez LR

(Photo Luc Boutria)

Renaud Muselier: « C'est mon ami, je partage sa peine »

D'une tempête à l'autre. À peine le climat semble-t-il s'apaiser à l'est qu'un nouvel orage gronde à l'ouest. Soutenu par sa famille politique, Renaud Muselier doit gérer le coup de sang d'Hubert Falco. Balloté par les vagues, il s'efforce de tenir le cap en évitant les récifs.

Vous comprenez la décision d'Hubert Falco?

C'est un homme qui se sent blessé par les propos qui ont été tenus. Tout cela a été très fort et très tendu. Il ne faut jamais humilier les gens. Hubert a pris cette décision en estimant que, compte tenu de son parcours et de ce qu'il a fait pour notre formation politique, pour lutter contre le Rassemblement national, il ne devrait pas être traité de la sorte. Moi, je suis là pour apaiser les choses. C'est mon ami ; je partage sa peine. En ce qui concerne le côté politique, il me soutiendra et fera

Christian Estrosi pourrait-il être tenté d'imiter son homologue toulonnais ?

campagne au côté de François de

Canson, qui conduira notre liste

dans le Var.

« La plupart

étaient auparavant

"sarkozydolâtres".

Ils sont aujourd'hui

Macron-compatibles. »

Comme moi, Christian estime que la politique locale ne se fait pas à Paris. J'espère qu'il ne suivra pas le même chemin. Il faut panser les plaies.

Vous-même, vous avez été blessé? Beaucoup de bêtises ont été dites

à mon endroit. Certains ont tenté de tout mélanger en amenant cette campagne locale sur le terrain

Il ne faut

les gens"

jamais humilier

national. J'ai clarifié la situation au sein de ma formation politique. Son soutien

m'a été réaffirmé. Jamais je ne démissionnerai des Républicains. C'est ma colonne vertébrale.

On vous accorde l'investiture, on vous la retire, on vous la rend... Désormais, la ligne est claire?

Pour moi, elle est claire depuis le début. La région n'est pas une terre d'expérimentation politique; nous ne sommes pas des rats de laboratoire. Dans le Sud, on ne se fait rien imposer par Paris.

Éric Ciotti n'a pas ménagé ses critiques à votre égard : combinazione, coup de poignard dans le dos... Il est allé trop loin ? Les mots qui sont excessifs n'ont pas

de valeur. Il avait dû mal dormir.

[Il sourit] Un petit cachet et ça ira mieux.

Il a confirmé qu'il ne voterait pas pour vous le 20 juin...

Je ne sais pas, il paraît qu'il est Républicain ? Donc il devrait voter pour sa famille, non ? Je suis étonné

qu'après toutes les clarifications, Eric Ciotti ait voté contre ma proposition de liste. J'ai l'impression qu'il s'égare un

peu. J'espère que la raison reviendra.

Mercredi matin, vous évoquiez la possibilité que Sophie Cluzel soit sur votre liste si elle quitte le gouvernement...

J'ai dit qu'il n'y aurait pas de ministre ni de député LREM. Je veux des personnalités 100 % disponibles. Si elle veut y être, elle sait par quoi elle doit passer.

Vous n'avez jamais eu le sentiment d'être instrumentalisé par LREM pour fragiliser votre parti avant la présidentielle? Écoutez, je ne suis pas dans la campagne nationale. Je m'occupe de la Région.

Soutiendrez-vous le candidat LR, quel qu'il soit, en 2022 ?

Je l'ai toujours fait. Mais pour l'instant, il n'y en a pas ! Les deux noms qui circulent, Valérie Pécresse et Xavier Bertrand, ne sont plus membres des Républicains. Je souhaite qu'on trouve le dispositif qui nous permette de porter au plus haut nos valeurs républicaines.

Vous excluez de participer, un jour ou l'autre, à un gouvernement sous la présidence d'Emmanuel Macron?

Je n'ai aucune ambition nationale. Je ne cherche ni strapontin, ni maroquin, ni secrétariat d'État.

Certains observateurs ont relevé la similitude de votre slogan de campagne, « La Région d'abord », avec « La France d'abord » de Jean-Marie Le Pen. N'est-ce pas maladroit ?

Je ne sais pas si c'est maladroit. Je pense qu'il est important de rappeler que, pendant que certains députés européens se promènent à travers le monde, pendant que d'autres songent toute la journée à la présidentielle, moi je ne pense qu'à la région.

> PROPOS RECUEILLIS PAR LIONEL PAOLI Ipaoli@nicematin.fr



L'ÉDITO de PATRICE MAGGIO

Directeur adjoint des rédactions du groupe Nice-Matin edito@nicematin.fr

Les barons en roue libre

Après la démission d'Hubert Falco, seules quatre des quinze plus grandes métropoles françaises – Nice, Toulouse, Reims et Saint-Etienne – restent dirigées par un membre des Républicains.

Et les quatre sont en délicatesse avec la ligne du parti. Estampillés à droite mais tous attachés à une liberté d'action qu'ils brandissent en étendard, chaque jour un peu plus haut qui nous rapproche de la prochaine présiden-

tielle. La plupart, mais pas tous, étaient « sarkozydolâtres ». Ils sont aujourd'hui, tous mais à des degrés divers, Macron-compatibles. Gare, toutefois, à ne pas ré-étiqueter trop vite ces hommes politiques qui vendront très cher dans les prochaines années leur indépendance.
En délaçant leurs attaches partisanes, ce n'est pas forcément pour décrocher un ministère comme les réseaux sociaux le pensent trop souvent. C'est plutôt pour re-

trouver sur leur propre territoire des pleins pouvoirs que les accords d'appareil pourraient leur disputer. Le plan est le suivant : d'abord imposer leurs poulains, dans les régions qu'ils conserveront, mais aussi dans les départements dont les présidents renâclent à reconnaître leur souveraineté. Puis redevenir incontournables, l'an prochain, à l'approche des législatives. En 2017, ils ont très mal vécu la défaite, tant dans le Var que les Alpes-Maritimes, de leurs candidats face à des inconnus macronistes. Ce désaveu électoral a fait douter de leur toute-puissance. Ils se languissent d'effacer l'affront et rétablir ce qu'ils considèrent comme un ordre naturel.

Comment y parvenir sans appartenir à un parti? En imposant leur propre marque locale, plus puissante que la décision d'une commission d'investiture parisienne.
Peut-être est-ce de la

politique-fiction mais sur un territoire comme Provence-Alpes-Côte d'Azur, où la droite contrôle toutes les grandes collectivités, où le Rassemblement national n'a jamais été aussi menaçant, où la gauche a rarement été aussi atomisée, il n'est pas question de laisser les rênes à la direction nationale des Républicains. La déflagration de ces derniers jours tombe donc à point nommé. Elle laisse le champ libre. À des barons enfin délivrés de leurs obligations de vassaux.

Christian Estrosi claquera-t-il lui aussi la porte du parti?

Quelques minutes seulement après la démission d'Hubert Falco, les conjectures allaient déjà bon train sur la position de Christian Estrosi. C'est *Valeurs actuelles*, mensuel proche de l'extrême droite qui en aura fait le plus, allant jusqu'à assurer qu'il allait suivre instamment le même chemin. Quels que soient les oracles politiciens que les uns et les autres ont tenté toute la journée de décrypter, Estrosi, hier, est resté très discret.

Falco aurait échangé au préalable avec Estrosi

Au lendemain du traumatisme d'un comité stratégique de LR où Renaud Muselier avait été sommé de renoncer à une alliance avec LREM, les Républicains ont donc vu un de leurs ténors quitter le navire. Le Titanic LR résisterait-il à une seconde déflagration ? Si la décision d'Hubert Falco aurait été prise sans en informer Renaud Muselier, le maire de Toulon aurait cependant échangé avec Christian Estrosi. Que se sont-ils dit? Mystère. Pour Hubert Falco, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, a été la flèche sémantique décochée la veille par Christian Jacob. Ciblant Hubert Falco et Christian Estrosi, le président des LR avait lâché un cinglant : « Tu as des amis malfaisants ».

Cette petite phrase a-t-elle également affecté le maire de Nice? Nul le sait. D'autant moins que, mardi, la controverse cataclysmique allumée notamment par Éric Ciotti et les porteurs d'une droite très dure au sein de LR s'est terminée en queue de poisson : plus question d'exclusion de Renaud Muselier et remballage immédiat du projet furtif – et sans doute électoralement funeste – de constitution d'une liste 100 % LR contre Muselier.

Le suspense!

Ce jugement a-t-il convaincu Christian Estrosi de ne pas – encore – claquer la porte d'un parti dont il demeure l'un des grandes figures ? Selon le journal *Le Monde*, Renaud Muselier aurait hier tenté de convaincre Christian Estrosi de rester.

Si Hubert Falco s'est rapproché d'Emmanuel Macron depuis un fameux déjeuner (lire par ailleurs), le rapprochement entre le chef de l'État et le président de la Métropole Nice Côte d'Azur est plus ancien.

Quelques jours avant le premier tour de la présidentielle de 2017, Christian Estrosi, alors président de la Région, avait reçu officiellement et en grande pompe celui qui n'était encore que le candidat Macron.

Un premier signe qui, déjà, en annonçait d'autres? Si Christian Estrosi prenait le même chemin qu'Hubert Falco, qui tirerait la liste LR dans les Alpes-Maritimes? Avant que la saison 2 des déboires des LR ne recommence hier, Renaud Muselier avait confié cette mission à... Christian Estrosi.

JEAN-FRANÇOIS ROUBAUD jfroubaud@nicematin.fr